Nations Unies S/PV.4611



# Conseil de sécurité

Cinquante-septième année

*Provisoire*

**4611**e séance
Jeudi 19 septembre 2002, à 10 h 30
New York

| | | |
|---|---|---|
| *Président :* | M. Tafrov | (Bulgarie) |
| *Membres :* | Cameroun | M. Belinga-Eboutou |
| | Chine | M. Wang Yingfan |
| | Colombie | M. Valdivieso |
| | États-Unis d'Amérique | M. Williamson |
| | Fédération de Russie | M. Lavrov |
| | France | M. Levitte |
| | Guinée | M. Traoré |
| | Irlande | M. Corr |
| | Maurice | M. Koonjul |
| | Mexique | M. Aguilar Zinser |
| | Norvège | M. Kolby |
| | République arabe syrienne | M. Mekdad |
| | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Sir Jeremy Greenstock |
| | Singapour | Mme Foo |

## Ordre du jour

La situation en Afghanistan



02-59585 (F)

*La séance est ouverte à 10 h 45.*

**Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

**La situation en Afghanistan**

**Le Président** : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant de l'Afghanistan une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Suivant la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer au débat, sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

*Sur l'invitation du Président, M. Farhâdi (Afghanistan) prend place à la table du Conseil.*

**Le Président** : Conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables, et en l'absence d'objection, je considérerai que le Conseil de sécurité est prêt à inviter, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, M. Lakhdar Brahimi, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan.

Puisqu'il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

J'invite M. Brahimi à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

À cette séance, le Conseil de sécurité va entendre un exposé de M. Lakhdar Brahimi, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan.

Je donne la parole à M. Brahimi.

**M. Brahimi** (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi que l'on m'ait demandé de venir une fois encore devant le Conseil afin de faire un exposé sur la situation en Afghanistan. C'est également un honneur pour moi, Monsieur le Président, de pouvoir intervenir sous votre présidence.

L'Assemblée générale et le rassemblement de ministres de haut rang de plus de 20 nations qui ont eu lieu, vendredi dernier, afin de manifester leur appui à l'Afghanistan ont offert une occasion opportune à la communauté internationale de renouveler son engagement en faveur de l'Afghanistan et de réfléchir à ce qui a été réalisé et, qui plus est, de réfléchir à ce qu'il reste encore à faire. Il faut dresser un bilan avec soin au moment où l'Administration de transition entame son mandat de deux ans et commence à s'attaquer aux défis de la consolidation de la paix en Afghanistan.

La tentative d'assassinat perpétrée contre le Président Karzai, le 5 septembre, et l'explosion de la voiture piégée à Kaboul le même jour démontrent une fois de plus les conditions sécuritaires difficiles auxquelles l'Administration de transition est confrontée. C'est également un fait que le peuple afghan s'attend à une amélioration réelle de sa vie quotidienne. Le prestige et la légitimité de l'Administration de transition vont donc dépendre de sa capacité de régler avec efficacité les besoins en matière de sécurité et de relèvement les plus pressants. En cas d'échec, la fragmentation serait encore plus prononcée, l'extrémisme augmenterait, et des pays, groupes ou individus étrangers pourraient se jeter alors dans la mêlée et une reprise de la violence endémique s'ensuivrait selon toute vraisemblance.

L'Afghanistan a néanmoins parcouru beaucoup de chemin. Il aurait été inconcevable il y a seulement un an d'imaginer un Président afghan, élu au vote secret, se présentant devant l'Assemblée générale et présentant sa vision d'un État afghan déterminé à se moderniser, à édifier un avenir en se fondant sur l'héritage riche de la civilisation islamique afin de promouvoir la justice, la primauté du droit, les droits de l'homme et les libertés – un Afghanistan déterminé à encourager la tolérance et à réaliser la prospérité. Ce sont-là des objectifs nobles et louables, mais le Président Karzai sait plus que quiconque – et il l'a dit lui-même la semaine dernière à maintes reprises – que l'Afghanistan ne les atteindra pas sans un appui ferme, soutenu et généreux de la communauté internationale.

L'Administration de transition ne peut pas faire face toute seule au double défi que représentent la sécurité et le relèvement. Elle n'a tout simplement pas

les ressources pour le faire. Les projets importants en matière d'infrastructure – dans le domaine du transport, des routes, de l'énergie, des télécommunications, des mines, de l'industrie, de l'eau et de l'agriculture – qui peuvent créer des emplois, améliorer les perspectives économiques et commerciales et favoriser les investissements étrangers, exigent un apport financier et technique très important venant de l'extérieur de l'Afghanistan.

L'annonce faite la semaine dernière par les États-Unis d'Amérique, le Japon et l'Arabie saoudite, selon laquelle ils allaient offrir une aide globale de 180 millions de dollars pour la construction de routes est extrêmement encourageante. Nous sommes également encouragés par la promesse de l'Union européenne de remettre en état la route reliant Kaboul à Jalalabad.

Mais il ne faut pas oublier qu'à l'heure actuelle, l'Administration de transition en Afghanistan ne dispose même pas du très modeste budget nécessaire pour couvrir ses dépenses courantes de base. J'espère que les donateurs ont entendu l'appel urgent lancé par le Président Karzai, et que nous nous souvenons tous des commentaires faits à Tokyo par le Secrétaire général, selon lesquels les millions d'aujourd'hui vaudront des milliards demain.

Il importe aussi de noter, comme l'a fait le Président Karzai, que l'essentiel du financement international est toujours utilisé pour apporter une aide humanitaire, qui est nécessaire mais qui ne suffit pas vraiment à rétablir la paix et la stabilité dans le pays. Si l'on ne crée pas massivement des emplois, le pays ne pourra pas s'atteler à certaines des tâches qui sont urgentes dans le domaine de la consolidation de la paix. Des centaines de milliers d'emplois doivent être créés pour permettre aux Afghans appauvris de gagner leur vie et de se sortir de l'endettement, et pour accueillir le flot de réfugiés qui rentrent au pays, principalement en provenance du Pakistan et de l'Iran. En outre, des centaines de milliers d'autres emplois doivent être créés pour mener à bien le désarmement et la réintégration, et pour offrir des alternatives viables à la culture du pavot. Dans une société stable et sûre, on s'attendrait à ce qu'un programme de création d'emplois de cette envergure soit financé en grande partie par des investissements privés. Dans le contexte de l'Afghanistan d'aujourd'hui, il n'y a pas d'alternative immédiate aux investissements publics internationaux. Cette entreprise peut paraître ambitieuse. C'est toutefois, je l'espère, un prix que la communauté internationale aidera l'Afghanistan à payer pour que règnent la paix et la stabilité.

Une façon d'y parvenir serait de mettre en place une stratégie concertée qui lierait les priorités en matière d'aide aux exigences de la reconstruction et de la stabilité politiques. Il faut accélérer la mise en oeuvre de programmes nationaux, comme le Programme national de solidarité soutenu par la Banque mondiale, qui vise à injecter des revenus dans les communautés par le biais de vastes projets nécessitant une main-d'oeuvre importante, et de projets « travail contre rémunération ». Ces projets sont surtout centrés sur l'infrastructure économique et sociale essentielle, comme la remise en état de voies de raccordement, de systèmes hydrauliques locaux, d'écoles et de centres de santé.

L'Administration de transition a en ce moment besoin d'une aide financière d'urgence pour son ambitieux projet d'introduction d'une nouvelle monnaie. Beaucoup de travail a déjà été fait et, si tout va bien, l'opération débutera au début du mois prochain. L'ONU estime que cette initiative sera très positive pour la promotion de l'unité nationale, de la stabilité économique et de la cohésion sociale. Dans le cadre de ce processus, le Gouvernement afghan va également s'attaquer à la revitalisation des systèmes financiers et bancaires à l'échelle du pays. L'ONU appuie ce processus en apportant une aide dans le domaine des achats, de la logistique, de la planification et du suivi de l'opération. J'exhorte la communauté internationale à répondre de façon positive à la demande formulée par l'Administration afghane en vue d'obtenir l'appui de donateurs pour cet exercice très important à l'échelle du pays.

L'Administration de transition assume un rôle de chef de file dans la planification pour l'avenir, et l'ONU s'est engagée, dans le mois à venir, à appuyer le Gouvernement dans l'élaboration du cadre national de développement et du budget national. Les Ministres ont été encouragés à établir leur propre vision et leurs propres priorités. Le Ministère de l'éducation, par exemple, a déjà fixé les priorités en matière d'éducation pour les 18 prochains mois, en renforçant un message très simple : un toit pour chaque école, un manuel scolaire pour chaque enfant, et des tables et des chaises pour chaque salle de classe.

L'un des objectifs de l'ONU consiste à appuyer et à aider à renforcer les capacités du Gouvernement. Le cabinet afghan et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) travaillent de concert pour accélérer le développement du Gouvernement, pour décentraliser l'assistance et élaborer des programmes sous-régionaux adaptés aux besoins de chaque province, et pour mettre au point une réponse plus intégrée et plus rentable de la part de l'ONU.

Des progrès ont déjà été réalisés, et l'ONU aide les autorités nationales à assumer un rôle de plus en plus central dans la coordination de l'assistance. Un nombre croissant de membres du personnel des Nations Unies sont déployés dans les bureaux du Gouvernement pour appuyer l'Administration de transition dans l'élaboration de ses politiques et activités. L'ONU appuie les institutions gouvernementales dans la mise au point de systèmes d'information nationale, d'analyse des vulnérabilités et de surveillance de la nutrition, et pour assurer le suivi de l'appui des donateurs et du flux de l'aide. Il s'agit-là de fonctions dont l'ONU s'acquittait seule il y a moins de 12 mois. Dans les mois à venir, cet appui devrait être étoffé davantage par le biais d'un plan global de renforcement des capacités qui sera centré sur la réforme de la fonction publique et la décentralisation accrue de l'assistance intégrée de l'ONU au niveau des provinces.

Le communiqué qui a été publié par des ministres d'État la semaine dernière, après la réunion spéciale de haut niveau sur l'Afghanistan, a fait ressortir le fait que la communauté internationale est bien consciente que le plus grand défi auquel l'Afghanistan est confronté aujourd'hui est celui de la sécurité. Le Président Karzai et le Secrétaire général, comme presque tout le monde en Afghanistan, ont demandé à plusieurs reprises un élargissement de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Cela n'a pas été possible. Par conséquent, la population en Afghanistan, ainsi que dans les pays voisins, est déçue et inquiète. Mais on reconnaît de plus en plus que les efforts déployés par les Afghans dans le domaine de la sécurité doivent être appuyés plus directement et plus efficacement, et j'espère sincèrement que des débats précis à ce sujet auront lieu bientôt à Kaboul, avec la participation des autorités afghanes, de l'ONU et de membres clefs de la communauté internationale. La raison pour laquelle une coopération internationale est nécessaire à cet égard est très simple : l'Afghanistan n'a pas d'armée nationale, elle n'a pas de police nationale, et il faudra du temps pour mettre sur pied ces deux entités.

Les Afghans eux-mêmes se rendent compte qu'ils doivent faire beaucoup plus que ce qu'ils ont fait jusqu'à maintenant à cet égard, et une grande partie des activités du Gouvernement dans les semaines à venir, en coopération avec l'ONU et d'autres partenaires, doit porter sur ces questions.

D'ici la fin de l'année, l'Afghanistan devrait avoir un plan crédible et réalisable pour mettre en place une armée et une police nationales qui remplaceront progressivement les factions actuelles et les forces de facto à travers le pays. Cela exige la démobilisation de nombreux éléments présentement armés et leur réintégration assistée au sein de la société civile. Cela requiert également l'entraînement et l'incorporation de nouveaux éléments ainsi que la réorganisation et la réforme du Ministère de la défense, du Ministère de l'intérieur et des services de renseignements.

Les deux premiers mois de l'Administration de transition ont vu une prolifération de conflits locaux et de violences. L'ONU elle-même a été la cible d'actes terroristes à trois reprises au cours de ces deux derniers mois. Deux de ces attaques avaient été signalées dans de précédents exposés au Conseil – à savoir, la grenade lancée dans le complexe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le 3 août à Kandahar, et la bombe placée contre le mur de la résidence des Nations Unies, le 25 août à Kaboul. Le complexe du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à Jalalabad a été la cible d'un attentat à la roquette il y a deux jours. Dans ces trois incidents, une petite fille afghane a été blessée à Kaboul, et un agent de sécurité a été également blessé dans l'attaque perpétrée récemment à Jalalabad.

Par le passé, les Nations Unies n'ont été qu'une seule fois la cible de la violence en Afghanistan – lorsque le colonel Calo, un conseiller militaire à la Mission spéciale des Nations Unies pour l'Afghanistan (UNSMA) a été assassiné en 1998 à Kaboul. Les Nations Unies servent le peuple afghan. Elles nourrissent ceux qui ont faim, fournissent de l'eau potable aux familles, s'occupent des malades, aident les enfants à aller à l'école et les réfugiés et les personnes déplacées à retourner chez eux; et elles travaillent avec tous les Afghans pour reconstruire ce qui a été détruit par 23 ans de conflit. Les Afghans de

tous les milieux comprennent bien l'importance que revêtent les Nations Unies pour eux et leur pays. C'est pourquoi ils viennent après chaque incident exprimer leur solidarité et leur sympathie et condamner ces actes qu'ils considèrent comme visant le peuple afghan dans son ensemble.

Ces incidents sont préoccupants, tout comme la violence qui continue en Afghanistan. Bien qu'il y ait eu récemment des affrontements sporadiques dans diverses régions du pays, la situation demeure plus calme qu'il y a quelques semaines. Les tensions ont été particulièrement aiguës dans le nord et dans le sud-est, mais ces derniers jours, il y a une évolution positive de la situation dans ces zones troublées et difficiles. Les deux principales factions rivales dans le nord – Jamiat et Jumbesh – ont convenu de créer une force conjointe pour faire face à la violence et à l'instabilité. Cette force sera chargée de désarmer toutes les parties fomentant des troubles. La démilitarisation longtemps attendue de la principale ville du Nord – Mazar-e-Sharif – a commencé la semaine dernière. Tous les principaux commandants présents à Mazar se sont retirés à l'extérieur de la ville avec leurs armes et leurs munitions. Les contrôles effectués par la police et les membres de la Commission de sécurité se poursuivent et ont permis le désarmement des petits détachements restants. Les chefs de Jumbesh et de Jamiat de la région, les généraux Dostum et Atta, ont annoncé qu'à l'avenir il n'y aurait plus de place pour des petits chefs qui combattent à des fins personnelles.

Dans le sud-est, le Pacha Khan Zadran, qui a été une source de difficulté pour le Gouvernement, a déclaré son opposition au Président Karzai et aux représentants locaux nommés par son gouvernement, mais il a été forcé de quitter Khost lorsque le gouverneur local a lancé une offensive qui a pu faire sortir les forces de Zadran de la ville. Il y a eu hélas plusieurs morts lorsque la ville a été attaquée à la roquette par les forces de Zadran en repli, mais les combats ont cessé après trois jours – le 10 septembre – et les Nations Unies ont pu reprendre leurs opérations dans la zone.

Au cours du dernier exposé fait au Conseil de sécurité sur l'Afghanistan, la question de la justice de transition a été soulevée en rapport avec la publicité entourant le site d'une fosse commune à Dasht-e-Leili, près de Shiberghan. Je pense qu'il est à peu près certain qu'un grand nombre de personnes sont mortes – à tout le moins – dans des circonstances suspectes. Mais les dirigeants des principales factions du Nord ont publié une déclaration rejetant les allégations selon lesquelles les prisonniers taliban avaient suffoqué dans des containers lors de leur transfert à la prison de Shiberghan. Ils ont également fait part de leur volonté de coopérer avec les enquêteurs, dans la mesure où il s'agirait d'experts travaillant de façon objective et impartiale. L'équipe des droits de l'homme de la MANUA s'est rendue dans le nord pour obtenir d'autres informations auprès des signataires de la déclaration. L'Administration de transition et la Commission afghane des droits de l'homme ont convenu qu'une enquête devrait être menée dans plusieurs sites, y compris un ou plusieurs où les corps étaient présumés être ceux de victimes des Taliban. La MANUA est en contact avec le Haut Commissaire aux droits de l'homme pour solliciter une aide dans l'identification des équipes médico-légales chargées de réaliser cette tâche. Une sécurité supplémentaire sera nécessaire de la part du Gouvernement, des autorités locales et de la communauté internationale pour aider les enquêteurs à effectuer leur travail. Mais il faut être prudent : il sera probablement – probablement – possible de réaliser la partie médico-légale de l'enquête. Une autre question est de savoir s'il sera possible de conclure l'enquête et quand. Assurer la sécurité des témoins potentiels et celle des enquêteurs est naturellement vital, et, en l'état actuel des choses, nullement certain.

Face aux nombreuses difficultés qui entravent le rétablissement de la sécurité et de la prospérité en Afghanistan, j'avais recommandé que la communauté internationale ne cède ni à la panique ni à l'autosatisfaction. Nous avons eu beaucoup de chance à Kaboul durant les six premiers mois de l'an 2002. Aucune des attaques à la roquette entre avril et juin n'a fait de victime. Le peuple afghan a fait preuve d'une grande patience et d'enthousiasme tout au long du processus de la Loya Jirga, en dépit des incertitudes en matière de sécurité et des difficultés économiques. Cela a peut-être nourri un sentiment d'autosatisfaction et l'impression que le processus de paix en Afghanistan peut se faire à un coût faible pour la communauté internationale. L'attentat manqué contre le Président Karzai, le tragique attentat à la voiture piégée du 5 septembre, et le sentiment de frustration chez les Afghans ordinaires au sujet de la reconstruction du pays doivent constituer un appel à la vigilance pour nous tous, Afghans et autres. Le pétrolier transportant des explosifs, arrêté le 14 septembre près de Kaboul,

illustre de nouveau qu'il existe des individus décidés à poursuivre le cycle meurtrier de la violence.

Pour reprendre les propos du Secrétaire général après la tentative d'assassinat contre le Président Karzai et l'attentat à la voiture piégée, nous sommes sûrs que ces revers ne feront que renforcer la détermination de la communauté internationale et des autorités afghanes légitimes à assurer la sécurité et la stabilité en Afghanistan.

Nous avons une dette envers la communauté internationale pour son intérêt et son appui soutenus pour l'Afghanistan, mais le temps presse. Dans les mois suivant l'anniversaire des attentats du 11 septembre et dans les quelques semaines précédant l'anniversaire de l'accord de Bonn, j'espère que la communauté internationale transformera son engagement indéniable en faveur de l'Afghanistan en action encore plus décisive.

**Le Président** : Je remercie l'Ambassadeur Brahimi de son exposé très complet. Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, j'invite maintenant les membres du Conseil à se retrouver dans la salle de consultations pour poursuivre l'examen de la question.

*La séance est levée à 11 h 15.*